

Document:-
A/CN.4/SR.571

Compte rendu analytique de la 571e séance

sujet:
<plusieurs des sujets>

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-
1960, vol. I

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

des inquiétudes exprimées par M. Edmonds et M. Erim en introduisant dans le commentaire — ce qui serait entièrement conforme à la décision que la Commission a prise à sa 529^e séance — une déclaration aux termes de laquelle il ne s'agit nullement de s'immiscer dans les relations privées entre un consulat et un propriétaire.

86. M. SCHELLE estime que toute la discussion était vaine. Les propriétaires et les consuls ressortissants de deux Etats signataires d'un instrument international ne sont pas libres de conclure un accord qui irait à l'encontre d'une disposition de cet instrument.

87. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) pense que, l'article 22 énonçant une règle de droit international, la Commission devrait être en mesure de parvenir à une décision sans trop prolonger ses débats. Ceux qui sont opposés à cet article pourront exprimer leur avis par un vote négatif.

88. Sir Gerald FITZMAURICE déclare que, comme on pourrait croire que M. Erim a presque reproché au Comité de rédaction de n'avoir pas tenu compte des directives de la Commission, il convient d'expliquer quelque peu ce qu'a fait le Comité de rédaction. Ce Comité a décidé de ne pas retenir une formule telle que « L'Etat de résidence n'imposera aucune restriction au droit du consulat d'arbore le pavillon national et de placer sur le bâtiment un écusson aux armes de l'Etat », car l'emploi de termes de ce genre aurait pu provoquer des doutes au sujet d'une pratique invariable et aurait même pu encourager des objections à l'égard de cette pratique. Personne ne peut obliger le propriétaire des locaux à les louer à des fins consulaires, et, par conséquent, le bailleur éventuel sera automatiquement protégé puisque, normalement, il connaîtra d'avance l'existence de cette pratique.

89. Si le Comité de rédaction était allé plus loin, les préoccupations de M. Erim auraient été justifiées.

90. M. JIMÉNEZ de ARÉCHAGA déclare qu'il n'a pas participé à la discussion des articles 22 et 23 du projet du rapporteur spécial, mais qu'il a constaté à la lecture du compte rendu analytique, que la Commission avait décidé qu'il incombait à l'Etat de résidence de veiller à ce que l'exercice du droit spécifié à l'article 22 ne soit pas entravé.

91. M. MATINE-DAFTARY déclare qu'il est nécessaire de faire figurer à l'article 22 une disposition aux termes de laquelle l'Etat de résidence soit obligé de veiller à ce que le droit en question puisse être exercé. Une telle disposition devrait éviter des différends prolongés.

92. M. ERIM remercie sir Gerald Fitzmaurice de son explication et fait observer qu'il n'y a pas entre eux de désaccord réel. Son seul souci est d'éviter que la Commission n'adopte une clause permettant aux consuls de forcer le propriétaire à accepter que le consulat arbore le pavillon national et place l'écusson aux armes de l'Etat sur les locaux loués. Il souligne que la disposition

analogue qu'énonce l'article 10 de la Convention consulaire entre le Royaume-Uni et la Suède est facultative.

93. M. EDMONDS dit qu'il n'est pas rassuré par l'argument de sir Gerald Fitzmaurice selon lequel l'article 22 ne donnerait pas lieu à des difficultés pratiques. Il fait observer que dans beaucoup de régions urbaines des Etats-Unis un grand nombre et peut-être même la plupart des grands immeubles à usage de bureaux possèdent des règlements interdisant aux locataires l'usage d'emblèmes ou de pavillons sur les bâtiments.

94. Le PRÉSIDENT, constatant qu'il y a une réelle divergence d'opinions, propose à la Commission de décider par un vote s'il convient de remplacer le début du paragraphe 1 de l'article 22 par les mots : « L'Etat de résidence n'imposera aucune restriction au droit du consulat d'arbore le pavillon national... »

Par 11 voix contre 7, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

95. Le PRÉSIDENT met aux voix le texte de l'article 22 établi par le Comité de rédaction.

Par 14 voix contre 3, avec 2 abstentions, le texte est adopté.

La séance est levée à 13 heures.

571^e SÉANCE

Vendredi 24 juin 1960 à 9 h. 30

Président : M. Luis PADILLA NERVO

Organisation des travaux futurs de la Commission

[Point 10 de l'ordre du jour]

1. Le PRÉSIDENT invite les membres de la Commission à aborder l'examen du point 10 de l'ordre du jour.

2. M. ŽOUREK dit que, dans le passé, la Commission a décidé de laisser s'écouler deux années entre la première et la deuxième lecture d'un projet de manière à donner aux gouvernements plus de temps pour présenter leurs observations. Toutefois, puisqu'elle s'est engagée à terminer ses travaux sur les relations et immunités consulaires en 1961, elle devrait, de toute nécessité, faire une exception à cette règle et reprendre l'examen du projet d'articles relatifs aux relations et immunités consulaires à la prochaine session. Si le travail est bien organisé, il suffira de consacrer à ce sujet quatre ou cinq semaines au début de la treizième session.

3. M. GARCÍA AMADOR, d'accord avec M. Žourek, estime que la première question à inscrire à l'ordre du jour de la prochaine session doit être celle des relations et immunités consulaires, mais il estime que, la Commission s'étant beaucoup

attardée sur ce sujet à la dernière session et à la session actuelle, elle ne devrait pas lui réserver plus de quatre semaines en 1961. Afin de pouvoir avancer dans son programme général de travail, la Commission devrait alors consacrer les cinq semaines suivantes à la question de la responsabilité des Etats.

4. Après un nouvel échange de vues, le PRÉSIDENT suggère que la Commission décide de terminer ses travaux sur les relations et immunités consulaires, et aborde ensuite la question de la responsabilité des Etats lors de sa treizième session.

Il en est ainsi décidé.

Date et lieu de la treizième session

[Point 9 de l'ordre du jour]

5. Le PRÉSIDENT invite les membres de la Commission à aborder l'examen du point 9 de l'ordre du jour.

6. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) dit que, selon les prévisions, la treizième session de la Commission doit durer dix semaines, du 24 avril au 30 juin 1961.

7. La conférence de plénipotentiaires sur les relations et immunités diplomatiques doit se réunir à Vienne du 2 mars au 14 avril 1961, de sorte qu'il s'écoulera dix jours avant l'ouverture de la session de la Commission. On avait espéré que l'intervalle pourrait être plus long, mais cela n'a pas été possible.

8. M. GARCÍA AMADOR demande si l'on pourrait retarder d'une semaine l'ouverture de la treizième session, de sorte qu'il puisse y avoir un laps de temps plus long entre la clôture de la conférence de Vienne et l'ouverture de la session de la Commission, même si, dans ce cas, la dernière semaine de la session de la Commission devait chevaucher avec la première semaine de la session d'été du Conseil économique et social à Genève.

9. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) rappelle aux membres de la Commission les dispositions du paragraphe 1 c) de la résolution 694 (VII) de l'Assemblée générale, aux termes duquel les sessions de la Commission qui se tiennent à Genève ne doivent en aucun cas chevaucher avec la session d'été du Conseil économique et social. Si l'on donnait satisfaction à M. García Amador, la Commission perdrait une semaine sur la durée de ses travaux, puisque la trente-deuxième session du Conseil économique et social doit s'ouvrir à Genève le mardi 4 juillet 1961.

10. Sir Gerald FITZMAURICE fait observer que les prescriptions de la résolution 694 (VII) de l'Assemblée générale ont, à maintes reprises, suscité des difficultés. S'il n'a rien à objecter au principe, il regrette par contre la rigueur avec laquelle il a été appliqué. En 1961, les deux sessions ne chevaucheraient que pendant quatre jours et il n'aurait pas pensé que cela puisse avoir de graves inconvénients, alors que, pour les

membres de la Commission, cela ferait une très grande différence si la session pouvait commencer une semaine plus tard. Le secrétaire devrait en aviser les autorités compétentes.

11. Le PRÉSIDENT, prenant la parole en tant que membre de la Commission, rappelle que, dans le passé, la Commission a toujours fait connaître au Secrétaire général, par l'intermédiaire du secrétaire de la Commission, ses vœux au sujet des dates des sessions futures. En l'occurrence, si les membres de la Commission estiment nécessaire de modifier quelque peu la manière dont est appliqué le paragraphe 1 c) de la résolution 694 (VII) de l'Assemblée générale, la procédure à suivre consisterait peut-être à soulever la question devant la Sixième Commission.

12. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) dit que, jusqu'à présent, la Commission a fait part de ses vœux à l'Assemblée générale dans ses rapports. Par exemple, dans son rapport sur les travaux de sa neuvième session (A/3623, par. 34), la Commission a rappelé une fois de plus les difficultés que suscitent les exigences de la résolution 694 (VII) et qui étaient signalées dans le rapport sur les travaux de la cinquième session (A/2456, par. 175). L'Assemblée générale a commencé par approuver un programme de conférences pour la période allant de 1954 à 1957, et lorsque ce programme fut révisé en 1957, la question n'a pas été soulevée devant l'Assemblée générale. L'actuel programme de conférences, tel que l'Assemblée générale l'a arrêté dans sa résolution 1202 (XII), porte sur une période de cinq ans allant de 1958 à 1962 et toute modification qui y serait apportée devrait être approuvée par l'Assemblée.

13. Sir Gerald FITZMAURICE fait observer au secrétaire que la question qui l'intéresse est un peu différente. Il n'a pas voulu demander que la Commission remette en cause la décision de l'Assemblée générale, mais simplement que les prescriptions du paragraphe 1 c) de la résolution 694 (VII) ne soient pas appliquées avec une telle rigueur que la Commission se trouve dans l'impossibilité de siéger, ne fût-ce que pendant quelques jours, en même temps que le Conseil économique et social.

14. M. TOUNKINE dit que l'on peut faire valoir un autre argument pour demander de repousser d'une semaine l'ouverture de la session de la Commission; en effet, à en juger d'après ce qui s'est passé pour les deux Conférences sur le droit de la mer, il est possible que la conférence de Vienne sur les relations et immunités diplomatiques dure au-delà du délai prévu. Dans ce cas, il se peut qu'il n'y ait pratiquement aucun intervalle entre la clôture de cette conférence et l'ouverture de la session de la Commission. Or, il importe beaucoup plus d'éviter qu'il n'y ait chevauchement à ce moment-là entre la conférence de Vienne et la session de la Commission qu'entre cette dernière et la session du Conseil, car, à peu près la moitié des membres de la Commission

assisteront probablement à la conférence, de sorte qu'à l'ouverture de la session de la Commission le quorum pourrait ne pas être atteint. Le Président de la Commission pourrait peut-être examiner cette question avec le Secrétaire général.

15. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) dit que les considérations que vient de faire valoir M. Tounkine ont déjà été signalées à l'attention des autorités compétentes au Siège à New York. M. Liang les en entretiendra à nouveau sans tarder, en précisant que la Commission souhaite très vivement qu'un intervalle de deux semaines au moins sépare la fin de la conférence de Vienne du début de sa propre session, et il fera part à la Commission des résultats de sa démarche.

16. Si désireux qu'il soit d'interpréter de façon plus libérale la règle posée dans la résolution 694 (VII) de l'Assemblée générale, comme l'a suggéré sir Gerald Fitzmaurice, il doit dire que, malheureusement, aux yeux des autorités de New York qui sont chargées de l'organisation des conférences, certains problèmes financiers et techniques rendent la chose impossible.

17. M. ŽOUREK pense que, vu les circonstances exceptionnelles de 1961, la Commission pourrait demander que l'ouverture de la trente-deuxième session du Conseil économique et social soit différée d'une semaine et que le Président de la Commission expose à l'Assemblée générale la situation difficile où se trouve la Commission.

18. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) rappelle à propos de la suggestion de M. Žourek, que l'on avait essayé, les années précédentes, d'agir dans ce sens, mais que cela avait été impossible parce que, aux termes de l'article 2 du règlement intérieur du Conseil, la session d'été de celui-ci doit se terminer six semaines au moins avant l'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée générale et que, par conséquent, le Conseil doit s'ouvrir à une date déterminée en juillet.

19. Le PRÉSIDENT, prenant la parole en tant que membre de la Commission, dit que, si l'on veut obtenir un résultat, il importe au plus haut point que les vœux de la Commission soient transmis par les voies appropriées. Le Secrétaire général devra assurément être consulté sur le point de savoir s'il possède les pouvoirs et les moyens de faire face à la situation exceptionnelle qui se présentera en 1961.

20. M. TOUNKINE propose d'inviter le Président à évoquer la question auprès du Secrétaire général, étant entendu que l'intention de la Commission n'est pas de modifier la décision prise par l'Assemblée générale, mais simplement de résoudre le problème qui se posera probablement en 1961 du fait de circonstances exceptionnelles.

21. M. YOKOTA appuie la proposition de M. Tounkine, mais il estime que la Commission doit indiquer clairement qu'elle n'ignore pas les difficultés qu'entraînerait un retard de l'ouverture de sa troisième session.

22. Le PRÉSIDENT propose que la Commission adopte la proposition de M. Tounkine en y ajoutant la précision formulée par M. Yokota.

Il en est ainsi décidé.

23. M. GARCÍA AMADOR voudrait savoir s'il découle de la décision qui vient d'être prise que la Commission abandonne tout à fait l'idée, qui avait pourtant recueilli bien des suffrages, de demander que ses sessions commencent un mois plus tard qu'elles ne le font actuellement.

24. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) explique que l'actuel programme de conférences porte sur les années 1958 à 1962 et il ne pense pas que l'on ait beaucoup de chances de voir accepter une nouvelle demande tendant à faire reporter la session de la Commission à une date ultérieure.

25. M. GARCÍA AMADOR estime qu'il serait regrettable que la Commission renonce à la possibilité de faire reculer ses sessions et de les tenir plus tard au cours de l'été. Il pense que la Commission pourrait demander, en temps opportun, que soient modifiées les dispositions de son statut relatives aux dates de ses sessions.

26. Le PRÉSIDENT ne pense pas qu'une décision s'impose dès maintenant sur la suggestion de M. García Amador, car c'est aux représentants qui siègent à l'Assemblée générale qu'il appartiendra de se prononcer un jour sur ce point.

Représentation de la Commission à la quinzième session de l'Assemblée générale

27. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) rappelle que le Président de la Commission du droit international se met habituellement à la disposition de l'Assemblée générale, pour que celle-ci puisse le consulter, surtout au moment où le rapport de la Commission vient en discussion devant la Sixième Commission.

28. Le PRÉSIDENT propose qu'il en soit ainsi encore à la quinzième session de l'Assemblée générale.

Il en est ainsi décidé.

Collaboration avec d'autres organismes

[Point 8 de l'ordre du jour]
[suite*]

29. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) fait observer que la Commission n'a pas encore pris de décision au sujet de l'envoi éventuel d'un observateur auprès du Comité juridique consultatif africano-asiatique, dont la quatrième session se tiendra à Tokyo au mois de mars 1961. Il rappelle qu'il a déjà donné lecture de la lettre d'invitation adressée à la Commission par le secrétaire dudit Comité (559^e séance, par. 95 à 100). La Commission doit garder présent à l'esprit

* Reprise des débats de la 559^e séance.

qu'à deux reprises déjà, elle n'a pas été en mesure d'envoyer un observateur aux sessions du Comité, notamment parce que les dates de celles-ci coïncidaient avec celles des sessions de l'Assemblée générale. Le Secrétariat se renseignera au sujet de l'ordre du jour exact de la session et examinera les incidences financières de l'envoi d'un observateur. Ces renseignements devront figurer dans le rapport de la Commission, car les prévisions budgétaires pour 1961 ont déjà été établies en vue d'être soumises à l'Assemblée et il faudra présenter une demande de crédits supplémentaires si la Commission décide d'envoyer un observateur.

30. En principe, M. Liang estime que la Commission devrait prendre une décision affirmative en la matière, notamment parce qu'elle n'a pas pu envoyer d'observateurs aux sessions antérieures du Comité et parce que certaines des questions qui seront examinées à la prochaine session de ce Comité, telles que la protection diplomatique des nationaux à l'étranger et la responsabilité des Etats, présentent un intérêt particulier pour la Commission.

31. M. GARCÍA AMADOR rappelle qu'au cours du débat sur la responsabilité des Etats, il a eu l'occasion de souligner l'importance d'une collaboration étroite entre la Commission, d'une part, et le Conseil interaméricain de jurisconsultes ainsi que le Comité juridique interaméricain, d'autre part, et il a en même temps exprimé l'espoir qu'une collaboration similaire pourra être établie avec d'autres organismes régionaux, notamment le Comité juridique consultatif africano-asiatique. En outre, comme ce dernier examinera à sa quatrième session la question de la responsabilité des Etats, question à laquelle la Commission consacrera une bonne partie de sa treizième session, il serait souhaitable pour des raisons pratiques, indépendamment de considérations de courtoisie, d'envoyer un observateur à Tokyo. Les avis concernant la responsabilité des Etats qu'exprimeront les nombreux pays d'Asie et d'Afrique qui ont récemment accédé à l'indépendance intéresseront la Commission au plus haut point.

32. M. MATINE-DAFTARY partage les opinions qui viennent d'être exprimées.

33. M. TOUNKINE, tout en reconnaissant qu'il pourrait être souhaitable d'envoyer un observateur à Tokyo, éprouve des doutes pour des raisons pratiques, touchant la nécessité de prendre une telle décision. L'envoi d'un observateur entraînerait des dépenses considérables et, à en juger par l'expérience passée, l'utilité qu'il présenterait pour la Commission dans son ensemble est discutable. Il pourrait être indiqué que la Commission demande au Comité juridique consultatif africano-asiatique d'envoyer un observateur à la treizième session de la Commission pour exposer les vues dudit Comité; la contribution qu'à la présente session l'observateur du Comité juridique interaméricain a apportée au débat sur

la question de la responsabilité des Etats a prouvé l'efficacité de cette méthode.

34. Le PRÉSIDENT considère que la suggestion de M. Tounkine mérite d'être retenue. En effet, tout ce que l'observateur de la Commission pourrait faire à la session du Comité juridique consultatif africano-asiatique, c'est d'exprimer l'intérêt que la Commission porte aux questions qui sont en discussion, puisque celle-ci n'a pas encore étudié la plupart des points inscrits à l'ordre du jour du Comité.

35. M. MATINE-DAFTARY ne pense pas que les suggestions de M. Tounkine et de M. García Amador soient inconciliables. La Commission pourrait décider d'envoyer un observateur à Tokyo et en même temps d'inviter le Comité africano-asiatique à envoyer son représentant à la treizième session de la Commission.

36. M. YASSEEN estime que la Commission se trouve en présence d'une question de principe. Elle a déjà envoyé des observateurs aux sessions de certaines organisations intergouvernementales et si elle n'en envoyait pas au Comité juridique consultatif africano-asiatique, elle risquerait d'être accusée de discrimination, étant donné surtout que les Nations Unies doivent s'occuper plus tard des questions que le Comité se propose d'examiner.

37. M. EDMONDS dit que l'observateur qu'on enverrait ne pourrait apporter qu'une contribution très limitée aux travaux du Comité puisque la Commission n'a pas encore examiné en détail la question de la responsabilité des Etats.

38. M. ERIM ne voit pas la raison pour laquelle la Commission hésite à envoyer un observateur à la quatrième session du Comité, vu qu'elle en a établi le précédent dans le cas du Conseil interaméricain de jurisconsultes. De plus, l'ordre du jour du Comité comporte la question même que la Commission doit examiner à sa treizième session.

39. M. BARTOŠ partage les vues exprimées par M. Yasseen et M. Erim. Il rappelle qu'il a appuyé la recommandation tendant à entrer en collaboration avec la Ligue des Etats arabes et le Conseil interaméricain de jurisconsultes et il ne pense pas que le Comité juridique consultatif africano-asiatique doive faire l'objet d'une discrimination, quelle qu'elle soit. La Commission devrait recommander à l'Assemblée générale d'approuver l'envoi d'un observateur à Tokyo. C'est là la seule décision qu'elle puisse prendre, non seulement pour des raisons de courtoisie, mais aussi parce qu'elle doit se tenir au courant des opinions juridiques dans le monde entier.

40. Le PRÉSIDENT constate que les membres de la Commission semblent être d'avis d'envoyer un observateur à la quatrième session du Comité juridique consultatif africano-asiatique.

41. M. TOUNKINE donne son accord à l'envoi d'un observateur, mais il tient à appeler l'attention de la Commission sur un nouveau point concernant

la collaboration avec d'autres organismes. Il estime que les dispositions nécessaires doivent être prises pour faire en sorte que les organisations avec lesquelles la Commission est en rapport consultatif distribuent leurs documents à tous les membres de la Commission.

42. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) rappelle que le secrétaire du Comité juridique consultatif africano-asiatique a déclaré, dans sa lettre, que le compte rendu analytique des débats de la troisième session du Comité (janvier 1960), qui doit être prêt vers le mois de juillet, sera communiqué à la Commission (559^e séance, par. 96).

43. M. ŽOUREK souligne, lui aussi, l'importance qu'il y a à envoyer des observateurs aux réunions des organisations gouvernementales régionales qui examinent des questions de rapportant à celles dont traite la Commission. Toutefois, il estime, comme M. Tounkine, que ce qui importe encore plus c'est que les organisations communiquent à la Commission leurs documents, y compris les projets de code, concernant les questions examinées. Les documents de ce genre envoyés par le Conseil interaméricain de jurisconsultes ont été d'un précieux concours à la Commission lors de ses travaux sur le droit de la mer mais, depuis lors, elle n'en a reçu qu'un bien petit nombre, pour ne pas dire aucun. M. Žourek estime que l'échange régulier des documents avec les organisations gouvernementales régionales qui s'occupent du droit international est encore plus important que l'envoi des observateurs, à condition, bien entendu, que ces documents soient distribués aux membres de la Commission.

44. M. BARTOŠ partage l'opinion de M. Žourek. Il lui a été difficile d'obtenir les documents des organisations régionales en matière de codification, et il a, en fait, adressé une demande à ce sujet au Comité juridique consultatif africano-asiatique, qui a répondu que le compte rendu analytique de sa troisième session serait communiqué à la Commission. Toutefois, ces documents ne présenteraient guère d'utilité pratique, s'ils étaient conservés dans les archives des Nations Unies au Siège; ce qu'il faut, c'est que les membres de la Commission en reçoivent des exemplaires.

45. Le PRÉSIDENT suggère que le Secrétariat soit prié de faire part aux organisations intergouvernementales du désir exprimé par la Commission de recevoir les documents publiés par elles. Un certain nombre d'exemplaires de ces documents sont distribués aux membres par l'intermédiaire du Secrétariat; ce dernier pourrait être invité à préparer, si possible, des exemplaires supplémentaires aux fins de distribution.

46. M. GARCÍA AMADOR dit que la question de la documentation ne présente aucune difficulté pour ce qui est du Comité interaméricain de jurisconsultes, dont les documents sont tous publiés en espagnol, en anglais, en français et en portugais. Le Secrétariat pourrait s'adresser au Département juridique de l'Union panaméricaine en vue d'obtenir des exemplaires dans les langues

voulues et les envoyer par la suite aux résidences privées des membres de la Commission.

47. Le PRÉSIDENT invite la Commission à désigner un observateur pour assister à la quatrième session du Comité juridique consultatif africano-asiatique.

48. M. ERIM propose le nom de M. García Amador. Il est logiquement le plus apte à s'acquitter de cette fonction, puisqu'il est rapporteur spécial chargé de la question de la responsabilité des Etats.

49. M. JIMÉNEZ de ARÉCHAGA, M. SCHELLE, M. PAL, M. BARTOŠ, M. TOUNKINE et M. EDMONDS appuient cette proposition.

La Commission décide, à l'unanimité, de désigner M. García Amador comme son observateur à la quatrième session du Comité consultatif africano-asiatique.

50. Le PRÉSIDENT, parlant au nom de la Commission, félicite M. García Amador de sa nomination et déclare qu'il est persuadé que sa présence à la session du Comité sera des plus utiles. Il demande à M. García Amador d'inviter le Comité juridique consultatif africano-asiatique, au nom de la Commission, à envoyer un observateur à la treizième session de la Commission et de le prier de faire parvenir à celle-ci, à intervalles réguliers, les documents qu'il publie.

51. M. GARCÍA AMADOR remercie la Commission de la confiance qu'elle lui a témoignée. Il est entendu que, lorsqu'il représentera la Commission à Tokyo, il ne prendra pas la parole au nom de celle-ci sur des questions de fond, mais se bornera à communiquer les deux demandes formulées par le Président. M. García Amador fera rapport à la Commission, à sa treizième session, sur les délibérations du Comité juridique consultatif africano-asiatique.

Relations et immunités consulaires (A/CN.4/L.86, A/CN.4/L.90) [suite*]

[Point 2 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES PROVISOIRES (A/CN.4/L.90)
[suite]

52. Le PRÉSIDENT invite la Commission à reprendre la discussion du projet d'articles sur les relations et immunités consulaires élaboré par le Comité de rédaction (A/CN.4/L.90).

ARTICLE 25 (INVOLABILITÉ DES LOCAUX CONSULAIRES)

53. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial), explique que, conformément au vœu exprimé par plusieurs membres de la Commission, la rédaction de l'article 25 a été mise en harmonie avec celle de l'article 20 du projet d'articles relatifs aux

* Reprise des débats de la 570^e séance.

relations diplomatiques établi par la Commission en 1958. Comme les locaux d'une mission diplomatique, les locaux consulaires abritent la correspondance officielle, les documents et les archives du consulat, et les raisons d'en assurer l'inviolabilité sont les mêmes dans l'un et l'autre cas.

54. M. ERIM estime que le texte établi par le Comité de rédaction pour l'article 25 est rédigé en termes trop catégoriques ; il va plus loin que les dispositions correspondantes aussi bien du projet de Harvard que de la Convention de La Havane de 1928. Il rappelle qu'au cours de la discussion de l'article 25, on a évoqué le cas de locaux consulaires qui abriteraient également des services tels que des bureaux d'information et des agences de voyage (voir notamment 530^e séance, paragraphes 7, 26, 31, 43 et 51). L'inviolabilité doit se limiter strictement aux locaux utilisés exclusivement pour l'exercice de la fonction consulaire. C'est pourquoi M. Erim propose d'insérer, dans le paragraphe 1, immédiatement, après les mots « les locaux consulaires » les mots suivants : « consacrés exclusivement à l'exercice des fonctions consulaires ».

55. Il propose, en outre, d'ajouter un nouveau paragraphe 4 établi sur la base de l'article 19 de la Convention de La Havane, et qui serait conçu dans les termes suivants :

« Les consuls sont obligés de remettre, sur la demande des autorités locales, les accusés ou les condamnés qui se réfugieront dans le consulat. »

56. Ainsi modifiées par ces deux amendements, les dispositions de l'article 25 seraient conformes au droit international en vigueur et correspondraient à la pratique actuelle des Etats. Quant à la nouvelle version de l'article 46 (*Respect des lois et règlements de l'Etat de résidence*), elle répond, dans ses nouveaux paragraphes 2 et 3, à certains des points qu'il avait soulevés, mais M. Erim persiste à penser que le principe de l'inviolabilité ne doit pas être posé en termes trop catégoriques dans l'article 25.

57. Sir Gerald FITZMAURICE estime que les paragraphes 2 et 3 de l'article 46, même s'ils ne sont pas très détaillés, répondent en tous points aux objections formulées par M. Erim. Il signale en particulier à l'attention de la Commission la dernière phrase du paragraphe 3, aux termes de laquelle les locaux consulaires où sont installés les bureaux d'autres organismes ou agences ne bénéficient pas de l'inviolabilité prévue à l'article 25.

58. Comme dans le projet relatif aux relations diplomatiques, le principe de l'inviolabilité doit être formulé de façon tout à fait catégorique et les obligations de l'Etat d'envoi en ce qui concerne l'utilisation des locaux consulaires doivent être stipulées dans une disposition à part.

59. M. PAL est d'accord avec sir Gerald Fitzmaurice et appelle l'attention de la Commission sur la définition des locaux consulaires qui est donnée à l'alinéa b) de l'article premier (A/CN.4/L.86) : « L'expression « locaux consulaires » désigne

tout immeuble ou toute partie d'immeuble, utilisés pour les besoins d'un consulat. » Cette définition répond aux objections soulevées par M. Erim et les dispositions de l'article 46 apportent une garantie supplémentaire. Il est donc inutile, pour le moment, que la Commission examine ces questions dans le détail.

60. M. SCELLE est d'avis que l'inviolabilité doit être garantie aux locaux consulaires aussi bien qu'aux locaux de la mission diplomatique, mais il trouve que les termes dans lesquels l'article 25 a été rédigé sont trop absolus et trop catégoriques. C'est pourquoi il propose de modifier la première phrase du paragraphe 1 de l'article 25 en y ajoutant la réserve suivante : « Sauf les dispositions de l'article 46 ».

61. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) dit que l'inviolabilité des locaux consulaires, la liberté de communication et l'inviolabilité des archives et de la correspondance officielles constituent les trois principes fondamentaux du droit international en ce qui concerne les relations consulaires. Il ne peut se rallier aux amendements proposés par M. Erim, car ils affaibliraient le projet tout entier. Quant à la proposition de M. Scelle, il estime que le rapport entre les dispositions de l'article 46 et celles de l'article 25 pourrait être précisé dans le commentaire.

62. Il serait bon de ne pas modifier le texte de l'article 25, tel qu'il a été établi par le Comité de rédaction, et d'attendre de connaître les réactions des gouvernements. Si, dans leurs commentaires, ceux-ci donnent à entendre que l'article est rédigé en termes trop absolus, il sera alors temps d'en modifier les dispositions.

63. M. ERIM n'est pas entièrement convaincu par les explications de sir Gerald Fitzmaurice et du rapporteur spécial. En effet, le paragraphe 3 de l'article 46 ne prévoit aucune mesure à prendre dans les cas où les locaux du consulat affectés aux bureaux d'autres organismes ou agences ne sont pas séparés des locaux utilisés pour les besoins du consulat même. C'est pourquoi M. Erim maintient son premier amendement qui entraîne, comme sanction, dans de tels cas, la perte de l'inviolabilité.

64. A propos de son deuxième amendement, il demande si le cas d'un criminel en fuite qui se réfugierait dans un consulat est couvert par les dispositions du paragraphe 2 de l'article 46.

65. Pour M. BARTOŠ, l'article 25 serait inacceptable s'il ne comportait une réserve s'inspirant soit de celle qu'a proposée M. Erim, soit de l'amendement de M. Scelle. Si aucun de ces amendements n'est accepté, les dispositions du paragraphe 3 de l'article 46 pourront être interprétées comme exprimant une exigence d'ordre strictement interne et comme n'affectant pas la règle absolue énoncée dans l'article 25.

66. Intervenant sur un point de caractère plus général, M. Bartoš dit qu'il ne peut se rallier à la conception que le rapporteur spécial se fait de la tâche et de la compétence de la Commission.

Le rôle de la Commission ne consiste pas à soumettre aux gouvernements un simple questionnaire pour rédiger ensuite un texte établi à la lumière de leurs réponses. Ce que la Commission doit présenter aux gouvernements, ce sont de véritables solutions à des questions de droit international.

67. M. EDMONDS partage l'avis de M. Bartoš, estimant que la Commission a le devoir de définir les règles du droit international en vigueur et de formuler des suggestions pour le développement progressif de ce droit. De toute évidence, il ne serait pas dûment satisfait à cette obligation si la Commission se bornait à demander leur avis aux gouvernements et à établir un texte sur la base de leurs réponses. La Commission ne doit pas hésiter à élaborer ses projets d'articles sous la forme qu'elle juge exacte à la suite d'une décision prise à la majorité des voix.

68. M. SANDSTRÖM propose d'insérer, dans le paragraphe 1 de l'article 25, après les mots : « Les locaux consulaires », les mots suivants : « tels qu'ils sont définis et limités à l'alinéa b) de l'article premier et au paragraphe 3 de l'article 46 ». Cet amendement lui paraît de nature à donner satisfaction à M. Erim, sans pour cela affaiblir en quoi que ce soit les dispositions de l'article 25.

69. M. SCELLE appuie l'amendement de M. Sandström et retire celui qu'il avait proposé.

70. Pour M. MATINE-DAFTARY, les termes de l'article 25 sont beaucoup trop catégoriques ; ils se justifient dans le cas des locaux d'une mission diplomatique, mais la différence est grande entre ceux-ci et les locaux d'un consulat. Il approuve l'objectif visé par le premier amendement de M. Erim, car il est indispensable de prévoir quelque sanction en vue de l'application du paragraphe 3 de l'article 46. Il approuve donc l'amendement proposé par M. Scelle qui subordonnerait l'inviolabilité des locaux consulaires au respect des dispositions de l'article 46.

71. Il propose enfin, en ce qui concerne la disposition de l'article 25 stipulant que les locaux consulaires ne peuvent faire l'objet d'aucune perquisition, de prévoir une exception pour le cas où la perquisition est ordonnée par décision judiciaire. Il ne pense pas que le consul dûment avisé qu'une telle perquisition a été ordonnée par un tribunal, doive s'opposer à ce qu'elle soit effectuée.

72. M. YOKOTA est d'avis que les paragraphes 2 et 3 de l'article 46 fournissent une garantie suffisante contre tout abus éventuel de l'inviolabilité. Toutefois, pour répondre aux préoccupations de certains membres de la Commission, il suggère d'insérer dans la définition des locaux consulaires, telle qu'elle est donnée au paragraphe b) de l'article premier, le mot « exclusivement » avant les mots « pour les besoins du consulat ».

73. Moyennant un tel amendement, il y aurait conformité entre la définition et les dispositions du paragraphe 3 de l'article 46 et il deviendrait

alors inutile d'alourdir les dispositions de l'article 25 par une addition quelconque.

74. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial), répondant à la question posée par M. Erim dit qu'aux termes du paragraphe 2 de l'article 46, l'Etat d'envoi est manifestement dans l'obligation de remettre aux autorités locales tout accusé ou condamné qui se réfugierait dans un consulat.

75. Il examine ensuite l'idée émise par M. Erim selon laquelle une sanction est nécessaire pour l'application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 46. De l'avis du rapporteur spécial, cette sanction ne peut jamais consister à enfreindre l'inviolabilité des locaux consulaires. Il est bien certain que la question des sanctions se pose également à propos des règles relatives à l'inviolabilité des locaux diplomatiques. La Commission a estimé que les autorités de l'Etat de résidence ne peuvent jamais pénétrer de force dans les locaux d'une mission diplomatique, même si ces règles ont été transgressées par l'Etat d'envoi ou par ses agents. La Commission doit énoncer la même règle pour les locaux consulaires. Si un fonctionnaire consulaire enfreint par exemple les dispositions de l'article 46, il est loisible à l'Etat de résidence soit de demander son rappel, soit, dans les cas extrêmes, de le déclarer personne non acceptable.

76. Enfin, M. Žourek ne peut accepter, comme l'a suggéré M. Matine-Daftary, de prévoir, à propos de la disposition stipulant que les locaux consulaires ne peuvent faire l'objet d'aucune perquisition, une exception dans le cas de perquisitions ordonnées par décision judiciaire. Il appelle à cet égard l'attention de la Commission sur le paragraphe 6 du commentaire de l'article 20 du projet relatif aux relations diplomatiques et dit que l'exception proposée par M. Matine-Daftary aurait pour effet d'enlever toute valeur à l'inviolabilité. Les locaux consulaires seraient mis sur le même plan que n'importe quel logement de particulier : en effet, aux termes de la législation de nombreux Etats, les autorités ne peuvent pénétrer même dans les maisons privées que sur ordre d'un tribunal.

77. M. ERIM explique que son premier amendement avait pour objet de stipuler expressément qu'aux termes du projet, l'inviolabilité ne s'attache qu'aux locaux consacrés exclusivement à l'exercice des fonctions consulaires et que, par conséquent, il peut accepter l'un ou l'autre des amendements proposés par M. Scelle, M. Sandström ou M. Yokota.

78. Il demande quelle serait la situation s'il était procédé à des activités de caractère non consulaire dans la pièce même qui sert aux fonctions consulaires, au lieu que ces deux sortes d'activités soient tenues séparées.

79. Sir Gerald FITZMAURICE répond que, dans le cas évoqué par M. Erim, il y aurait manifestement violation des dispositions du projet d'articles.

La séance est levée à 13 h. 5.